

# Destin incertain pour la campagne Masset

**Ville de Genève ► La propriété de Zep continue de faire des vagues. Alors que le délai de récolte des signatures du référendum approche, les tenants d'un parc public maintiennent la pression.**

C'est une campagne peu commune que mène, depuis plusieurs semaines déjà, le collectif de soutien au parc public de la campagne Masset. Hier matin, une petite délégation a sillonné le centre de Genève pour déposer auprès des partis de droite l'appel signé par plus de mille personnes en faveur de l'acquisition de la propriété du dessinateur Philippe Chappuis, dit Zep. Objectif: demander aux instigateurs du référendum – dont le délai de récolte des signatures échoit lundi – de renoncer à leur démarche qui hypothéquerait l'achat

par la Ville de Genève de la maison de maître et de ses 35 000 m<sup>2</sup> de terrain au prix de 21,5 millions.

«Nous demandons à ouvrir le dialogue avec ces partis pour leur montrer à quel point la vente de ce domaine est une opportunité unique de créer un parc dans notre quartier en pleine densification», expose Marina Janssens, une habitante. En vain, car les portes restent obstinément fermées du côté tant du Centre et des Vert'libéraux que du PLR et de l'UDC, pourtant avertis à l'avance de la démarche. Les invitations précédentes à se rendre sur place ou à participer à une déambulation dans le quartier n'avaient pas trouvé d'échos.

Force est de constater que les référendaires n'entendent pas retirer leurs pions. Au contraire, les

derniers soubresauts médiatiques autour de la campagne Masset semblent conforter la droite dans son sentiment que le vote du crédit en décembre dernier était précipité. «Je ne suis pas un pourfendeur de parc, mais je constate que l'on aurait très bien pu attendre et travailler correctement», commente le vert libéral Yves Herren. Il s'appuie notamment sur les dernières informations publiées par la télévision locale Léman Bleu, qui prétend que la Ville aurait été bernée par l'évocation d'un acheteur alternatif, qui n'aurait potentiellement jamais existé. Rendant vaporeux le délai à fin janvier fixé par le dessinateur pour exécuter la vente. Tout cela alors que les rédactions de Tamedia titraient elles en fin de semaine passée: «Zep est sur le point de céder sa

propriété à un privé.» L'intéressé n'a commenté aucune de ces annonces.

Une partie du voile pourrait se lever dès lundi, délai auquel les signatures du référendum doivent être déposées. Yves Herren indique que quelque 2000 paraphes auraient à ce jour été récoltés par la droite, sur les 2400 nécessaires. Si le référendum aboutit, l'achat par la Ville serait alors suspendu pendant de longs mois jusqu'à un vote populaire. Hypothétique, car la propriété pourrait être vendue n'importe quand dans l'intervalle. «Dans ce cas, déplorent les habitant-es, nous n'aurons ni le parc ni le référendum.» Reste la possibilité que les signatures nécessaires ne soient pas au rendez-vous. On devrait alors savoir rapidement si autre acheteur il y a vraiment. **MAUDE JAQUET**